

Rapport des Droits de l'Homme 2010

ALGÉRIE

L'Algérie est une république multipartite d'environ 36 millions d'habitants dont le chef d'État et de gouvernement (le président) est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Le président détient l'autorité constitutionnelle de nommer et de révoquer les membres du gouvernement et le Premier ministre. Un amendement à la Constitution, adopté en 2008, a supprimé la disposition limitant le nombre de mandats présidentiels et en avril 2009, le président Abdelaziz Bouteflika a été réélu pour son troisième mandat. Certains partis de l'opposition ont boycotté l'élection, en arguant des restrictions à la liberté d'association dont ils estiment qu'elles faussent les résultats du scrutin en faveur du président sortant. L'état d'urgence décrété en 1992 est resté en vigueur pendant l'année, bien que le gouvernement ait appliqué principalement les dispositions limitant la réunion et l'association. Le pouvoir civil a maintenu son contrôle sur les forces de l'ordre.

Les restrictions à la liberté de réunion et d'association ont opposé des obstacles de taille aux activités des partis politiques et considérablement limité la capacité des citoyens de changer le gouvernement de manière pacifique par la loi des urnes. Il a été fait état d'exécutions extrajudiciaires. L'absence d'éclaircissements concernant les personnes disparues dans les années 1990 et de réponse aux exigences des familles des victimes est restée un problème. Il y a eu des rapports signalant des cas d'impunité d'officiels, un recours abusif à la détention préventive, les mauvaises conditions dans les prisons, les mauvais traitements des détenus et la manque d'indépendance du pouvoir judiciaire. En outre, des rapports faisant état d'une transparence limitée au niveau gouvernemental ont mentionné une corruption omniprésente. Les autorités ont invoqué la sécurité pour restreindre la liberté d'expression et de mouvement. La violence contre les femmes et la discrimination envers celles-ci se sont poursuivies et le gouvernement a maintenu les restrictions aux droits des travailleurs.

Des groupes terroristes ont commis un nombre important d'actes de violence à l'encontre de responsables du gouvernement et de membres des forces de sécurité et, à un degré moindre, contre les civils.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Selon certains rapports, le gouvernement ou ses agents ont procédé à des exécutions extrajudiciaires ou illégales.

Selon le bureau de la wilaya de Saïda de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), Nouradine Nadri, une personne ayant une déficience mentale, est décédé le 2 juin alors qu'il était détenu par la police. Il avait été arrêté à la suite d'une altercation avec le conducteur d'un véhicule qui l'avait heurté par accident. Selon la LADDH, la police l'a emmené au quartier général des services de sécurité de la wilaya au lieu de le transporter à l'hôpital, comme cela est stipulé à l'Article 51 du Code de procédure pénale qui requiert un examen médical avant d'incarcérer un suspect. La famille de Nadri a déclaré à la LADDH que leur fils était décédé à la suite de mauvais traitements infligés par la police.

Il a été difficile de vérifier indépendamment les informations relatives à la violence liée au terrorisme dans le pays. Le ministère de l'Intérieur a publié sporadiquement des informations sur le nombre total des décès de terroristes, de civils et de membres des forces de sécurité. Pendant l'année, les forces de sécurité ont tué, blessé ou arrêté environ 1.935 suspects de terrorisme. Selon les informations parues dans la presse au sujet des estimations officielles, il a eu en tout 619 décès : des personnes soupçonnées de terrorisme ont tué 65 civils et 91 membres des forces de sécurité et ces dernières ont abattu environ 463 personnes soupçonnées d'être des terroristes lors d'opérations militaires qui se sont soldées par des affrontements armés. Ces chiffres représentent une diminution par rapport aux 804 décès signalés en 2009.

La plupart des attentats terroristes commis pendant l'année ont été attribués au groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQIM), qui s'est constitué en janvier 2007 à la suite de l'alliance du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) avec Al-Qaïda en 2006.

L'année a été marquée par certains actes de violence. Le 4 avril, par exemple, un attentat terroriste a tué sept gardes communaux dans la wilaya de Béjaïa, dans l'est du pays. Le 12 juin, un attentat à la voiture piégée commis contre une unité de la gendarmerie nationale à Ammal, entre Boumerdès et Bouira, a fait quatre morts parmi les membres des forces de sécurité et au moins 17 blessés. Un terroriste de l'AQIM a tué 11 gendarmes le 29 juin lors d'une embuscade tendue à Tinzaouatine, dans la wilaya de Tamanrasset, dans la zone frontalière séparant l'Algérie du Mali. L'AQIM a revendiqué la responsabilité de tous ces attentats. L'ancien ministre de l'Intérieur Nouredine Zerhouni a déclaré en 2008 qu'environ 400 terroristes opéraient dans le pays, chiffre qui demeure le plus récent dont on dispose.

b. Disparitions

Les disparitions forcées, qui se chiffrent en milliers, ont constitué un problème important dans les années 1990 et ont continué d'être une question évoquée dans les médias et soulevée par les organisations non gouvernementales (NGO) locales et internationales. Le 26 août, le gouvernement a cité officiellement le nombre des affaires de disparition comme étant de 6.544, ce qui représente une nette diminution par rapport aux années précédentes. Lors d'une conférence tenue en mars 2009 à Genève, des représentants de l'organe

gouvernemental consultatif sur les droits de l'homme, la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), ont déclaré que 8.023 personnes avaient été portées disparues ou avaient disparu à la suite d'actions du gouvernement entre 1992 et 1999. Le gouvernement avait déclaré précédemment qu'environ 10.000 autres personnes avaient été portées disparues ou avaient disparu à la suite d'enlèvements ou de meurtres terroristes. Les ONG ont rapporté que les forces de sécurité avaient aussi joué dans le passé un rôle dans la disparition de près de 8.000 personnes.

La loi prévoit des mesures d'indemnisation des victimes de disparition. Pour que les tribunaux soient saisis de cas de disparition, la loi exige au moins deux témoins oculaires. Beaucoup de disparitions datant des années 1990 ont été ultérieurement attribuées aux forces de sécurité ; toutefois, le gouvernement n'a pas lancé de poursuites contre le personnel de ces forces et rien n'indique qu'il ait enquêté sur des affaires dont il avait attribué la responsabilité à des forces de sécurité.

En 2005, les électeurs ont approuvé par referendum la Charte pour la paix et la réconciliation nationale proposée par le président Bouteflika, qui a mis fin au mécanisme ad hoc créé en 2003 pour apporter des éclaircissements sur les disparitions. La charte, entrée en vigueur en 2006, amnistie et protège de toute enquête ultérieure l'Armée nationale populaire, les forces de sécurité, les groupes armés soutenus par le gouvernement et toutes les personnes qui se sont battues pour le compte du gouvernement lors des épisodes de troubles civils des années 1990. Le 2 février, le gouvernement a ajouté deux dispositions à la charte. La première stipule que les années sans travail des 3.455 fonctionnaires licenciés pour actes de violence commis dans les années 1990 seraient comptabilisées dans le calcul de leur pension de retraite. La seconde permet aux familles de personnes portées disparues après la date butoir originale de 2006 de revendiquer une indemnisation. L'amnistie couvre également certaines personnes impliquées dans des activités militantes islamistes et terroristes mais pas les personnes impliquées dans des massacres, des viols ou des attentats à la bombe dans des lieux publics. Certaines ONG locales, notamment SOS Disparus, Djazaïrouna et la LADDH, ont critiqué la charte parce qu'elle permet à des terroristes d'échapper à la justice et aux forces de sécurité d'agir en toute impunité.

Le 11 janvier, l'ONG locale pour les droits de l'homme Alkarama, a soumis à la commission des droits de l'homme du gouvernement l'affaire de la disparition de Lakhdar Bouzenia, qui aurait été arrêté par les forces de sécurité en 1993 et torturé. L'affaire n'avait toujours pas été résolue à la fin de l'année.

Dans un rapport paru en février 2009, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a indiqué qu'il avait, en 2008, soumis au gouvernement 768 dossiers relatifs à des cas allégués de disparitions attribuées aux forces gouvernementales entre 1992 et 1999. En outre, en 2008 le Comité des Nations Unies contre la torture s'est déclaré préoccupé par l'impunité que la loi 06-01

confère à des membres de groupes armés et à des responsables de l'État, et par le fait que le gouvernement n'a pas encore entamé de démarches pour enquêter sur le sort des disparus. Le Comité s'inquiète aussi de ce que le gouvernement n'ait pas annoncé publiquement les critères d'indemnisation des familles et demande aux personnes indemnisées de renoncer à leur droit de réclamer des dommages civils à l'État.

Pour les familles des disparus, l'obtention des indemnités se serait accompagnée de nombreux retards et complications. En septembre 2009, Ould Abbas, alors ministre de la Solidarité nationale, a déclaré que le gouvernement avait versé 11 milliards de dinars (environ 149 millions de dollars des Etats-Unis) d'indemnisation des familles. Selon les pouvoirs publics, à la fin de 2008, 25.316 demandes d'indemnités au titre de la charte avaient été déposées. Les autorités en avaient approuvé 13.866 et les indemnités avaient été versées pour 12.339 d'entre elles. Au mois d'août, le gouvernement a révisé ce chiffre, déclarant que 6.544 personnes seulement avaient disparu dans les années 1990 et que les familles de 6.420 d'entre elles avaient été indemnisées précédemment.

Des criminels armés se sont attaqués à des civils, perpétrant des enlèvements, mettant en place de faux points de contrôle et extorquant des fonds, en particulier à l'est d'Alger et dans la partie sud du pays. En 2008, M. Zerhouni, alors ministre de l'Intérieur, avait signalé que 115 des 375 cas d'enlèvements qui s'étaient produits au cours des deux années précédentes étaient liés au terrorisme.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la loi interdise de telles pratiques, les ONG et les militants locaux de défense des droits de l'homme ont signalé que les responsables du gouvernement avaient recours à ces pratiques pour obtenir des confessions. Les agents gouvernementaux sont passibles de peines de 10 à 20 ans de prison pour de tels actes, et certains ont été poursuivis et condamnés en 2008, mais l'impunité demeure cependant un problème.

Les avocats des droits de l'homme locaux ont soutenu que les traitements abusifs étaient encore pratiqués dans des centres de détention, le plus souvent contre des personnes arrêtées pour des « raisons de sécurité ».

Amnesty International (AI) et d'autres organisations internationales ont documenté le mauvais traitement de personnes soupçonnées de terrorisme, détenues « dans des lieux de détention non reconnus, sans contact avec le monde extérieur, parfois durant des périodes prolongées, risquant la torture ».

Il a été fait état de trois cas d'abus de pouvoir de policiers pendant l'année.

Selon AI, à la mi-avril, des gardiens de la prison d'El Harrach ont insulté Khalouf Fares, Nour Abdel Aziz, Yaakoub Bilal et Karman Hurfi, en instance de jugement sur des chefs

d'accusation liés au terrorisme. Ils ont aussi été mis à nu devant d'autres détenus et des gardes et giflés.

Le 22 octobre, un inspecteur de police de Sétif a été condamné à 10 ans de prison et 50.000 dinars d'amende (677 dollars des États-Unis) pour abus de pouvoir et fraude.

Le 11 novembre, un agent de police a été arrêté dans la wilaya de Batna, accusé d'agression sexuelle contre une femme à son domicile. L'affaire était toujours en cours à la fin de l'année.

Lors d'une visite à la prison d'El Harrach en septembre 2009, le ministre de la Justice Tayeb Belaïz a déclaré que son ministère avait poursuivi et fait emprisonner 14 employés pénitentiaires pour avoir maltraité des prisonniers durant cette année.

Selon AI et Human Rights Watch, les détenus affiliés à des organisations islamiques extrémistes avaient tendance à être traités plus durement que les autres. En février 2008, Alkarama a signalé qu'après une protestation de détenus qui réclamaient un espace de prière, les gardiens avaient menotté, déshabillé et battu environ 80 prisonniers à coups de barres de fer et de matraques. Il n'a pas été fait état de telles allégations après 2008.

En octobre, l'Organisation mondiale contre la torture a allégué que des actes de torture auraient été commis contre Abderrahamane Mehalli, qui aurait été maltraité par le département du Renseignement et de sécurité (DRS) immédiatement après son arrestation en 2006. Selon des rapports publiés en ligne, Mehalli, accusé d'appartenir à un groupe terroriste armé, a été roué de coups de poings et de pieds et victime d'une simulation de noyade par la DRS.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons ne sont généralement pas conformes aux normes internationales. Le surpeuplement demeure un problème dans de nombreux établissements. Selon des avocats des droits de l'homme, le problème du surpeuplement carcéral s'explique en partie par des recours abusifs à la détention provisoire par les pouvoirs publics. En 2008, la CNCPPDH a effectué 34 visites dans les prisons l'année et a attiré l'attention sur les problèmes que représentent le surpeuplement, le nombre insuffisant de lits, ainsi que les problèmes d'éclairage, de ventilation, de nutrition et d'hygiène.

Selon le directeur général de l'Administration pénitentiaire, il y avait 58.000 prisonniers dans le système pénitentiaire du pays, détenus dans 137 prisons. Les hommes et les femmes étaient incarcérés séparément. Dans certains cas, en raison du surpeuplement, les mineurs étaient détenus avec les adultes ; en général, toutefois, il existait de centres de détention distincts pour mineurs. Les prisonniers en détention provisoire étaient séparés des détenus purgeant leur peine.

Les prisonniers étaient autorisés à recevoir des visites hebdomadaires de leurs familles dont les membres avaient le droit de leur apporter de la nourriture et des vêtements. Les prisonniers ont été autorisés à observer leurs rites religieux et un endroit où prier était mis à leur disposition. Tous les jours fériés religieux musulmans ont été observés dans les prisons. Dans chaque prison, les détenus peuvent se plaindre auprès de l'administration pénitentiaire ou de leurs avocats. Le suivi et les enquêtes peuvent prendre du temps en fonction du contenu de la plainte, de l'urgence de la situation et des conditions de détention du prisonnier.

Au cours de l'année, le gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Société du Croissant-Rouge à effectuer des visites dans des prisons normales, non militaires. Les visites du CICR dans des lieux de détention administrés par le ministère de la Justice, ainsi qu'à des personnes détenues dans des commissariats et des gendarmeries, se sont déroulées conformément aux modalités standard du CICR. Les personnes ayant visité certaines prisons n'ont vu aucun signe de torture ou de mauvais traitement. Les observateurs ont aussi noté une amélioration de la qualité des soins médicaux offerts aux détenus.

En avril 2009, un amendement au Code pénal a été adopté, autorisant, pour les délinquants primaires dont la peine n'excède pas trois ans de détention, le remplacement de la peine de prison par un service communautaire. Les autorités ont réitéré au mois de juillet que la nouvelle loi avait pour but de réduire le récidivisme et de soulager le surpeuplement des prisons. Il n'y a pas d'ombudsman pour les prisonniers ou les détenus.

Dans un rapport publié en 2008, le Comité des Nations Unies contre la torture s'est dit préoccupé par des informations selon lesquelles le département du Renseignement et de la sécurité (DRS), le bureau de renseignement militaire chargé de la sécurité intérieure, disposait de centres de détention secrets dans des casernes militaires dont le fonctionnement échappait complètement aux autorités judiciaires. Pendant l'année AI s'est déclaré fortement préoccupé par le fait que la torture et les abus se produisent dans les installations du DRS.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La Constitution interdit les arrestations et la détention arbitraires ; cependant, dans la pratique, il était fait un usage abusif de la détention provisoire. En 2008, le chef de la CNCPPDH, organe nommé par le gouvernement, a déclaré que le recours abusif à la détention préventive entachait l'image du système judiciaire du pays.

Le chef de la CNCPPDH a expliqué au mois d'août que des erreurs judiciaires se sont soldées par des détentions provisoires « injustifiées » en raison du manque de témoignages incriminants. Le 7 décembre, le président de la CNCPPDH, Farouk Ksentini, a cité le rapport sur les droits de l'homme publié en 2009 par son organisation, notant que des « violences

physiques et autres brutalités » avaient été commises contre des suspects lors de leurs interrogatoires et pendant leur détention provisoire.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, forte de plus de 140.000 membres, est sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et a juridiction sur l'ensemble du territoire. La gendarmerie nationale, sous l'autorité du ministère de la Défense, exécute également des fonctions qui s'apparentent à celles de la police en dehors des zones urbaines. Le département du Renseignement et de la sécurité (DRS) relève du ministère de la Défense. Il remplit des fonctions relatives à la sécurité intérieure, mais également des fonctions assimilables à celle de la police dans les cas de terrorisme.

L'impunité est demeurée un problème. Le gouvernement n'a pas toujours fourni d'informations publiques sur le nombre de policiers, militaires ou autres personnels des forces de sécurité ayant commis des infractions, ni sur les infractions commises ou les sanctions appliquées.

Le Code pénal prévoit des mécanismes pour enquêter sur les abus.

Le 14 décembre, un homme de 41 ans est décédé dans des circonstances suspectes alors qu'il était détenu par la police à Constantine. Il a été découvert étranglé dans sa cellule le lendemain matin suivant sa détention. Une semaine après sa mort, une émeute a éclaté dans les rues de la ville. Le 27 décembre, le directeur général de la police nationale, le général Abdelghani Hamel, a déclaré lors d'une interview radiodiffusée que les agents de police faisaient l'objet d'une enquête pour n'avoir pas suivi les procédures en place (confisquer les lacets de l'homme en question) avant son incarcération et qu'il s'était probablement suicidé.

Procédures d'arrestation et traitement en détention

En vertu de la loi, la police doit obtenir une citation à comparaître du bureau du procureur pour exiger qu'un suspect se présente dans un commissariat de police pour y subir un interrogatoire préliminaire. Les citations et assignations servent également à notifier les personnes accusées et les victimes qu'elles sont tenues de comparaître à un procès ou d'assister à une audience.

Les agents de police peuvent procéder à des arrestations sans mandat s'ils sont témoins d'une infraction. Selon les avocats, les procédures relatives aux mandats, citations et assignations étaient habituellement suivies.

La Constitution stipule qu'un suspect peut être retenu en garde à vue jusqu'à 48 heures sans inculpation formelle. Si elle a besoin de plus de temps pour réunir des preuves

supplémentaires, la police peut demander au procureur de prolonger la garde à vue jusqu'à 72 heures. Les personnes soupçonnées d'actes de terrorisme ou de subversion peuvent, au titre de la loi, être détenues jusqu'à 12 jours sans mise en accusation et sans avoir accès à un avocat. Elles sont dans l'obligation de répondre aux questions qui leur sont posées par les forces de sécurité et elles ne sont pas autorisées à avoir de contact avec qui que ce soit. En vertu de la loi, la première comparution devant un tribunal n'est pas publique dans les affaires de terrorisme.

A la fin des 12 jours, le détenu a le droit de demander un examen médical fait par un médecin de son choix dans la juridiction du tribunal. Autrement, la police judiciaire en nomme un. Le certificat médical est placé dans le dossier du détenu.

AI et d'autres groupes de protection des droits de l'homme se sont dits concernés par l'abus et la torture possible de détenus pendant ces 12 jours. Les remarques faites par de nombreux détenus de la baie de Guantanamo rentrés dans leur pays et par leurs avocats ont cependant indiqué que ces personnes avaient été traitées équitablement avant leur procès, en conformité avec la loi, pendant ces 12 jours.

Une fois les 12 jours écoulés, les personnes impliquées dans des affaires de terrorisme sont placées sous contrôle judiciaire, ce qui les oblige à se présenter au poste de police local et à résider à une adresse convenue. Il n'y a pas de restriction aux déplacements à l'intérieur du pays, mais les voyages à l'étranger ne sont généralement pas autorisés.

La détention provisoire prolongée a continué de poser problème. La loi ne confère pas au détenu le droit à une prompt détermination judiciaire de la légalité de sa détention. Le Code pénal prévoit que les personnes accusées d'actes portant atteinte à la sécurité de l'État, y compris de terrorisme, peuvent être maintenues en détention provisoire jusqu'à 20 mois ; le procureur doit justifier tous les quatre mois du maintien de la détention provisoire. Selon des ONG locales, les personnes en détention provisoire constituaient entre 11 et 12 % des détenus dans les prisons pendant l'année.

Les juges ont rarement refusé les demandes émises par un procureur de prolonger la détention préventive, qui peut faire l'objet d'un appel. Si la détention est annulée, le détenu peut demander à être indemnisé.

Il n'existe pas de système de liberté sous caution, mais dans les affaires autres que criminelles, les suspects sont généralement remis sous « contrôle judiciaire » en attendant leur procès. Les suspects en liberté provisoire doivent se présenter chaque semaine au commissariat de leur quartier et il leur est interdit de quitter le territoire national.

La plupart des détenus ont accès dans de brefs délais à un avocat de leur choix et, pour les économiquement faibles, un avocat est commis d'office. Le Code pénal exige que les personnes placées en détention préventive soient immédiatement informées de leur droit de

communiquer avec les membres de leur famille, de recevoir des visiteurs et d'être examinées par un médecin de leur choix à la fin de la détention. En outre, tout suspect peut demander un examen médical à l'intérieur des locaux de la police ou avant de comparaître devant un juge. Dans la pratique, il y a eu cette année encore des rapports indiquant que ces droits n'ont pas été accordés à tous les détenus. Ceux-ci n'ont généralement eu accès à un médecin qu'à la fin de leur détention. Certains ont été détenus au secret, sans accès à leurs familles ou à leurs avocats.

Selon des défenseurs des droits de l'homme, les autorités continuaient à détenir Mohamed Rahmouni, accusé de terrorisme, dans un tribunal militaire de Blida, mais elles lui avaient accordé accès à un avocat. Rahmouni était toujours en prison à la fin de l'année.

En 2009 un tribunal a acquitté Mohamed Fatmia, qui avait été accusé de terrorisme. Il était détenu dans la prison de Serkadji depuis 2008 et était au secret pendant toute l'année 2007.

e. Dénier de procès public équitable

Bien que la Constitution garantisse l'indépendance du pouvoir judiciaire, le Président exerce le pouvoir judiciaire suprême et l'exécutif a limité l'indépendance judiciaire. La Constitution confère le droit à un procès équitable ; toutefois, dans la pratique, les autorités n'ont pas toujours respecté les dispositions juridiques relatives aux droits des prévenus.

Le Conseil supérieur de la magistrature est chargé de faire respecter la discipline judiciaire et de nommer tous les juges. Le président Bouteflika préside ce Conseil.

Les tribunaux militaires d'Oran, de Blida, de Constantine et de Bechar ont instruit des affaires relatives à la sécurité de l'État, à l'espionnage et à d'autres atteintes à la sûreté dans lesquelles des personnels militaires et des civils sont impliqués. Chaque tribunal était composé de trois juges civils et deux juges militaires. Bien que le président de chaque tribunal ait été un civil, le juge principal était un officier militaire. Le tribunal militaire permanent était composé de trois membres : un président (magistrat des tribunaux civils en tant que président) et deux assesseurs (militaires désignés par le ministre de la Défense dont le grade est au moins égal à celui de l'accusé en comparution).

Aux termes de la loi, les avocats de la défense doivent être accrédités par le tribunal militaire pour comparaître. La présence du public au procès est laissée à la discrétion du tribunal et certaines affaires sont jugées à huis clos. Les appels sont interjetés directement auprès de la Cour suprême. Les tribunaux militaires jugent certaines affaires, mais ne divulguent que rarement les détails des procès. Aucune information publique n'était disponible sur les affaires dont ils ont été saisis pendant l'année.

Le Conseil constitutionnel, de neuf membres, examine la constitutionnalité des traités, des lois et des réglementations. Bien qu'il n'appartienne pas à l'appareil judiciaire, il a le pouvoir d'invalider les lois jugées inconstitutionnelles, de confirmer les résultats de tout type d'élection et de servir d'arbitre final concernant les amendements votés par les deux chambres du Parlement avant qu'ils ne deviennent loi.

Procédures régissant les procès

Les prévenus sont présumés innocents et ont le droit d'être présents et de consulter un avocat, rémunéré sur les deniers publics si nécessaire. La plupart des procès sont publics et sans jury. Les accusés peuvent confronter ou interroger les témoins à charge ou présenter des témoins et des preuves pour leur propre défense. Les accusés et leurs avocats n'ont pas toujours eu accès aux preuves, pertinentes pour leurs affaires, détenues par le gouvernement, mais ces cas ont été moins nombreux cette année. Les prévenus ont le droit de faire appel. Le témoignage des hommes et des femmes est considéré de poids égal en vertu de la loi.

Prisonniers et détenus politiques

On n'a pas fait état de prisonniers ou de détenus politiques pendant l'année.

Procédures et recours judiciaires civils

Le système judiciaire n'était ni totalement impartial ni totalement indépendant dans les procédures civiles et ce manque d'indépendance est particulièrement évident dans certaines affaires relatives aux droits de l'homme. Certaines décisions ont été influencées par les contacts familiaux et le statut des parties concernées. Les particuliers peuvent intenter des procès et il y a des procédures administratives liées à l'amnistie qui peuvent permettre d'obtenir des dommages en cas de violations des droits de l'homme et des indemnités pour préjudices.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La Constitution interdit de tels actes ; en pratique, cependant, les autorités gouvernementales ont porté atteinte aux droits à la vie privée des citoyens. Selon des défenseurs des droits de l'homme, le gouvernement a surveillé les communications d'opposants politiques, de journalistes, de groupes de défense des droits de l'homme et de personnes soupçonnées de terrorisme. Des agents de la sécurité auraient effectué des perquisitions à domicile sans mandat.

Section 2 Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse ; toutefois, en pratique, le gouvernement a restreint ces droits en accusant des éditeurs, des rédacteurs et des journalistes de diffamation et en les soumettant à des pressions informelles.

Les particuliers ont généralement pu critiquer le gouvernement en privé sans représailles. Toutefois, ils ont généralement pratiqué l'autocensure en public. Le gouvernement a tenté d'empêcher les critiques en surveillant les rassemblements politiques.

La loi stipule que la liberté d'expression doit respecter « la dignité des individus, les impératifs de la politique extérieure et la défense nationale ». Le décret relatif à l'état d'urgence adopté en 1992 octroie au gouvernement un pouvoir étendu pour restreindre les libertés civiles et engager des poursuites contre ce qu'il juge être des menaces contre l'État ou contre l'ordre public.

Un décret présidentiel de 2006 criminalise les commentaires émis sur la conduite des forces de sécurité durant le conflit interne des années 1990.

La radio et la télévision étaient publiques et leur couverture de l'actualité était favorable au gouvernement. En période non électorale, les porte-parole de l'opposition n'ont généralement pas eu accès à la radio ou à la télévision publique. Les partis politiques et les candidats indépendants ont bénéficié d'un temps d'antenne égal à la radio pendant la période de campagne de trois semaines qui a précédé l'élection présidentielle de 2009 et les élections législatives et locales de 2007. Plusieurs partis d'opposition ont noté que l'attribution d'un temps d'antenne quotidien dans les médias pendant cette période de trois semaines avait constitué leur premier accès aux médias depuis les dernières élections.

Les médias écrits du pays comprenaient de nombreuses publications qui, à des degrés variés, soutenaient le gouvernement ou y étaient opposées. De nombreux partis politiques, y compris les partis islamiques reconnus, avaient accès à la presse indépendante et y ont eu recours pour exprimer leurs opinions. Les partis d'opposition diffusaient aussi des informations sur Internet et par des communiqués.

La loi autorise le gouvernement à exercer une censure et à imposer des amendes et des peines de prison aux membres de la presse. Le gouvernement a fait usage de la censure, directe comme indirecte, et, par intimidation, a poussé les médias à la pratique de l'autocensure. Il a utilisé la loi sur la diffamation pour harceler et arrêter des journalistes et certains membres de la presse ont subi des représailles pour avoir critiqué des responsables gouvernementaux. En revanche, d'autres journalistes et de nombreux caricaturistes politiques ont régulièrement critiqué le gouvernement.

La loi donne à la diffamation une définition très large et le code pénal impose des peines de prison d'une durée pouvant aller jusqu'à 24 mois et des amendes de 50.000 à 500.000 dinars (de 677 à 6.770 dollars des États-Unis). La diffamation englobe les « outrages » aux

personnalités gouvernementales, notamment le Président, les membres du Parlement, les juges, les membres des forces armées, et « toute autre autorité chargée de l'ordre public ». En outre, une loi de 1990 protège l'islam de la diffamation, régit l'accès à l'information extérieure et interdit les écrits qui menacent l'unité nationale. En 2001, le gouvernement a amendé la législation pour criminaliser les écrits, dessins et déclarations qui insultent ou offensent le Président, le Parlement, le système judiciaire ou les forces armées. Malgré ces règlements, les dessinateurs politiques et éditorialistes ont continué à bénéficier d'une certaine latitude dans leur critique du gouvernement.

Selon Eutelsat, une société européenne d'exploitation de satellites, le 25 janvier, le gouvernement a bloqué la diffusion par Radio Kalima, station de radio algérienne sise à Paris, de ses programmes par dans le pays par cette société.

Au mois de mars, Riad K., correspondant d'El Bilad à Chlef, a été condamné à deux mois de prison après le dépôt d'une plainte par le sénateur Nourredine Belaredj suite à la publication, en septembre 2009, d'un article critiquant ce dernier pour corruption.

Au mois de mars également, le tribunal de Bir-Mourad Rais (Alger) a condamné l'éditeur d'Ennahar El Djadid, Anis Rahmani, à une amende de 50.000 dinars (677 dollars des États-Unis) après dépôt d'une plainte par l'agence de presse officielle. Il était accusé de diffamation.

Au mois de mai, le maire d'Ain Boudinar a porté plainte contre Belkacem Belhamideche, le directeur général du journal La Réflexion, suite à la publication en juin 2009 d'un article citant un entrepreneur qui dénonçait la corruption. Un tribunal a condamné Belhamideche à six mois de prison.

Le gouvernement a parfois fait usage de ces lois relatives à la diffamation pour exercer des pressions sur les rédacteurs, les journalistes et les propriétaires de maisons d'édition. Dans une lettre adressée en 2009 au président Bouteflika, le Comité pour la protection des journalistes, une ONG internationale, a exprimé les préoccupations que lui inspire « l'incidence croissante des violations de la liberté de la presse ». En 2008, Reporters sans frontières (RSF) a critiqué les lois sur la diffamation en les qualifiant de « législation répressive ».

Pendant toute l'année, Omar Belhouchet, rédacteur en chef du journal francophone El-Watan, a subi des pressions du gouvernement en raison d'articles publiés dans son journal en 2009. En 2008, les autorités avaient intenté un procès à M. Belhouchet et à la journaliste Salima Tlemçani pour avoir, ont-elles allégué, diffamé un guérisseur spirituel dans un article paru en 2004. Un tribunal d'Alger a condamné les deux prévenus à trois mois de prison et à une amende de 50.000 dinars (677 dollars des États-Unis). L'affaire était encore en instance à la fin de l'année. Les poursuites contre M. Belhouchet pour chefs d'accusation de diffamation en rapport avec trois affaires liées à des articles qu'il avait publiés il y a des

années sur l'augmentation du prix des billets d'avion et les homicides de manifestants par la police étaient elles aussi en instance. M. Belhouchet et Mme Tlemçani étaient toujours en liberté à la fin de l'année.

En janvier 2009, le journaliste indépendant Hafnaoui Ghoul a dit avoir été menacé par des inconnus près de son domicile à Djelfa. Selon lui, les autorités n'auraient pas enquêté sur l'incident. Selon RSF, les autorités ciblent M. Ghoul depuis des années et l'ont détenu, battu et persécuté à plusieurs reprises pour avoir écrit des articles critiquant le gouvernement. À la fin de l'année, M. Ghoul faisait face à 16 procès en instance intentés par des officiels locaux en rapport avec ses articles sur la corruption.

Lors d'une audience en appel en février 2009, un tribunal de Mascara a condamné Layadi El-Amine Yahia, journaliste travaillant pour Le Carrefour d'Algérie, à un an de prison et à 20.000 dinars (280 dollars des États-Unis) d'amende, pour diffamation en rapport avec un article mettant en cause le directeur du commerce de Mascara pour des faits de corruption. Le tribunal avait, par une décision antérieure, acquitté M. Yahia, qui n'était pas au courant de l'appel de cette décision interjeté par le gouvernement. M. Yahia a fait appel de la décision de février 2009, mais le tribunal n'avait pas encore fixé la date de l'audience à la fin de l'année.

Au mois de mars 2009, les autorités de Ghardaïa ont détenu le rédacteur du site Web d'information Al-Waha, Nedjar El-Hadj Daoud, en rapport avec une affaire de diffamation datant de 2005, mais l'ont remis en liberté quelques jours plus tard pour des raisons de santé. Le 11 mai, un tribunal de Ghardaïa a condamné M. Daoud à six mois de prison dans une affaire concernant un article publié en 2006 mettant en cause l'ancien directeur de cabinet de la présidence, Larbi Belkheir. Selon RSF, M. Daoud était poursuivi dans 20 affaires de diffamation en instance à Ghardaïa.

Aucune suite n'a été donnée à l'appel interjeté en 2007 par Saad Lounès, qui avait été condamné à une peine d'un an de prison pour fraude fiscale à la suite d'une plainte déposée par le ministère du Commerce en 1995. Pendant plus de dix ans, M. Lounès a été la cible de pressions judiciaires alors qu'il dirigeait la seule imprimerie privée du pays.

En 2008, une cour d'appel a réduit la peine prononcée en 2007 à l'encontre du journaliste Dhil Talal, qui avait été jugé coupable de diffamation pour un article révélant les pertes monétaires d'un ministère du gouvernement, à une amende de 5.000 dinars (68 dollars des États-Unis) et à une peine de six mois de prison avec sursis. Aucune décision n'est intervenue durant l'année sur l'appel interjeté par M. Tala de la peine réduite.

Le gouvernement a exercé des pressions économiques considérables sur les médias, la plupart des journaux étant tirés sur des presses de l'État.

Le gouvernement a continué d'influencer la presse indépendante par le biais de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) qui décide quels journaux indépendants peuvent bénéficier des publicités placées par les agences et entreprises publiques. L'ANEP, et donc le gouvernement, contrôlait la source de revenus la plus importante pour la plupart des journaux et s'est servie de ce levier économique pour en influencer le contenu. Comme ces dernières années, les annonceurs indépendants ont joué un rôle considérablement moins important, mais de plus en plus visible, dans les revenus provenant de la publicité.

Le gouvernement a continué de restreindre la couverture de sujets ayant trait « à la sécurité nationale et au terrorisme » dans les médias locaux et internationaux. Le bureau de la chaîne Al-Djazira est resté fermé depuis que le gouvernement a interdit ses activités dans le pays en 2004 après la diffusion d'une émission dans laquelle des opposants critiquaient le gouvernement. Plusieurs journalistes internationaux se sont vu refuser leur accréditation dans les années passées, mais rien de tel ne s'est produit cette année.

L'Agence France-Presse (AFP) et Reuters avaient des bureaux dans le pays et le gouvernement a renouvelé leurs accréditations respectives en février. En 2008, le gouvernement avait révoqué les accréditations des chefs des bureaux de l'AFP et de Reuters à la suite de rapports, dont il était allégué qu'ils étaient inexacts, publiés par ces agences au sujet d'attentats terroristes dans le pays.

Au mois d'avril, le secrétaire d'État aux communications de l'époque auprès du Premier ministre a donné à la chaîne de télévision privée Nessma TV, basée à Tunis, un préavis de deux semaines pour la fermeture de ses bureaux à Alger, déclarant que cette station n'avait pas d'autorisation officielle pour travailler dans le pays. Selon des comptes rendus de presse, 12 plaintes ont été déposées contre cette chaîne pendant l'année, y compris par l'Office national des droits d'auteur. Malgré cette notification de fermeture, Nessma a continué à opérer dans le pays en travaillant par l'intermédiaire d'une société de relations publiques.

Liberté d'accès à l'Internet

En général, l'accès à l'Internet n'a fait l'objet d'aucune restriction ; toutefois, le gouvernement surveillait le courrier électronique et les sites de dialogue en ligne. Au mois d'août 2009, le gouvernement a promulgué une loi sur les cybercrimes qui établit les procédures relatives à l'emploi des données électroniques dans les poursuites en justice et les responsabilités des fournisseurs de service en matière de coopération avec les autorités. Au mois de novembre 2009, le ministre des Postes et des Technologies de l'information et des communications alors en place, Hamid Bessalah, a annoncé la création par son ministère d'un Centre national d'échange des données Internet, en vue de protéger les usagers d'Internet des contenus inappropriés, du cybercrime et des pirates de l'informatique

En vertu de la loi, les fournisseurs d'accès Internet sont passibles de sanctions pénales pour le matériel et les sites qu'ils hébergent, en particulier si les contenus sont « incompatibles avec la moralité ou l'opinion publique ». La surveillance revient aux ministères de la Justice, de l'Intérieur et des Postes et des Technologies de l'information et des communications. Les lois relatives aux cybercrimes prévoient des peines de six mois à cinq ans de prison et des amendes allant de 50.000 à 500.000 dinars (677 à 6.770 dollars des États-Unis) pour les usagers qui ne respectent pas la loi, dont l'obligation de coopérer avec les autorités contre les crimes cybernétiques.

Selon les chiffres publiés le 30 juin par Nielsen Online, on dénombre 4,7 millions d'utilisateurs de l'Internet, soit environ 13,6 % de la population.

Au mois de janvier, le public ne pouvait plus avoir accès au site Web du mouvement d'opposition Rachad (rachad.org) ou à son site de télévision Internet (rachad.tv). Ses organisateurs ont accusé le gouvernement de brouiller et d'infiltrer ses sites.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

La liberté universitaire était généralement restreinte. Des séminaires et des colloques universitaires se sont déroulés sans grande ingérence du gouvernement, mais il y a eu des retards dans l'octroi de visas aux participants internationaux et, dans certains cas, des experts internationaux n'ont pas été autorisés à entrer sur le territoire national.

Au mois de mai, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a imposé aux universitaires d'obtenir une approbation avant de prendre part à des conférences se tenant à l'étranger et leur a demandé, ainsi qu'aux chercheurs, de coordonner avec le ministère des Affaires étrangères avant d'assister à des conférences ou d'en organiser. Le même mois, le ministère a annulé le second Forum maghrébin sur les processus démocratiques et l'édification d'un état moderne deux jours avant qu'il ne débute, sans en fournir de raison.

Au mois de juin, le gouvernement a interdit à trois professeurs de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou de prendre part à deux conférences scientifiques au Maroc.

Au mois d'août, lors d'une interview accordé au journal de langue arabe El-Bilad, le metteur en scène Mohamed Hazourli a déclaré que les autorités avaient interdit deux épisodes de sa comédie de situation du Ramadan Aasab wa Awtar wa Afkar (Nerfs, ficelles et idées) et que le feuilleton avait été supprimé. Les épisodes interdits traitaient de problèmes d'artistes locaux et de leur traitement par le gouvernement.

En marge du Salon du livre d'Alger de 2009, les autorités ont empêché l'anthropologue Tassadit Yacine de faire une conférence sur l'œuvre de Jean Amrouche, écrivain berbère de Kabylie.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution prévoit la liberté de réunion et d'association ; toutefois, en pratique, le gouvernement a considérablement limité l'exercice de ces droits.

Liberté de réunion

La Constitution reconnaît le droit de réunion ; toutefois, le décret relatif à l'état d'urgence et la pratique du gouvernement ont continué de limiter l'exercice de ce droit. Un décret de 2000 interdisant les manifestations à Alger est resté en vigueur pendant l'année. Les autorités ont requis que les citoyens et les organisations obtiennent des autorisations auprès du gouverneur local, qui est nommé par le gouvernement, avant de tenir des réunions publiques. Le gouvernement restreint les autorisations de tenue de rassemblements en salle pour les partis politiques, les ONG et d'autres groupes et ne les a souvent accordées que la veille de l'événement, limitant ainsi la publicité et la mobilisation

La LADDH a signalé qu'il restait difficile d'obtenir la permission d'organiser des réunions et des séminaires en plein air. Les groupes opposés à la Charte pour la paix et la réconciliation ont également éprouvé des difficultés à obtenir l'autorisation d'organiser des rassemblements publics.

Le 7 mars, la police a empêché un sit-in de 40 journalistes en radiotélédiffusion en grève de la faim en protestation contre des bas salaires et des conditions de travail injustes. Le directeur général de la Société nationale de radiodiffusion a porté plainte le 12 mars contre sept journalistes pour entrée illégale dans des lieux publics et entrave au travail du service de la radio publique.

Au mois de mai, les forces de sécurité ont placé sous scellés la Maison des Syndicats, louée par l'intersyndicale autonome. Cette action a coïncidé avec le début d'un forum syndical international à Alger. Le gouvernement a ordonné au propriétaire du bâtiment d'interdire l'organisation d'activités syndicales sur les lieux.

Au mois de mai, la police a bloqué un rassemblement organisé par le mouvement Bezzaf (Ça suffit) devant les bureaux de la télévision nationale en faveur de la liberté de la presse. La police a détenu quatre organisateurs, alors qu'ils s'approchaient des lieux, pour avoir incité à une réunion « pouvant perturber la tranquillité publique », ce qui est considéré comme une infraction aux termes du Code pénal. Ils ont été interrogés par la police et relâchés le même jour.

Au mois d'août, le wali d'Annaba a refusé de permettre à l'aile Abdallah Djaballah du Mouvement islamique d'organiser un iftar à l'hôtel Téléphérique. Les officiels d'Annaba n'ont pas donné de justification quelconque pour ce refus.

SOS Disparus, une ONG représentant les parents des personnes ayant disparu pendant le conflit civil des années 1990, a organisé un sit-in hebdomadaire devant le siège du CNCPPDH jusqu'au mois d'août, quand les pouvoirs publics ont commencé à empêcher cette activité. Selon des témoins, la police a dispersé la foule et battu et arrêté certains manifestants au moins une fois. Au mois d'août, ce groupe a de nouveau essayé de tenir son sit-in hebdomadaire, mais la police les en a empêché.

Le 4 novembre, les autorités de l'aéroport d'Alger ont refusé l'entrée dans le pays à Tarek Labidi, un avocat tunisien, membre du Conseil national des libertés, qui se rendait à une conférence organisée par la LADDH sur la bonne gouvernance et la société civile. Elles n'ont pas justifié ce refus d'autorisation d'entrée.

En janvier 2009 la police a empêché une manifestation pacifique organisée par le Parti des travailleurs algériens en signe de solidarité avec les Palestiniens de la Bande de Gaza. La police a dispersé la foule et aurait battu et arrêté plusieurs manifestants. En février de la même année, la police a empêché un sit-in organisé par des enseignants sous contrat qui tentaient de manifester près des bureaux présidentiels.

Liberté d'association

La Constitution reconnaît le droit d'association, mais l'exercice de ce droit a été considérablement restreint par le décret relatif à l'état d'urgence et les pratiques du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur doit approuver tous les partis politiques avant qu'ils ne soient légalement établis. Le gouvernement a restreint l'enregistrement de plusieurs ONG, associations et partis politiques pour des raisons de sécurité, mais a refusé de fournir des preuves ou des justifications légales motivant son refus d'autoriser d'autres organisations qui ne pouvaient être disqualifiées pour des raisons de sécurité. Le gouvernement s'est souvent abstenu de reconnaître promptement des ONG, des associations, des groupes religieux et des partis politiques. Le ministère de l'Intérieur peut refuser un permis à tout groupe considéré comme une menace à l'autorité du gouvernement ou à l'ordre public, ou dissoudre un tel groupe. Les activités politiques sont interdites par la loi d'application de l'amnistie de 2006 à toute personne responsable d'avoir utilisé la religion de manière ayant contribué à la « tragédie nationale », à savoir au conflit interne des années 1990.

Le gouvernement a accordé des licences et des subventions à des associations nationales, notamment des associations de jeunes, médicales et de quartier. Le ministère de l'Intérieur considérait que les organisations qui ne pouvaient pas obtenir l'agrément du gouvernement étaient illégales. Les ONG nationales se sont heurtées à des obstacles bureaucratiques lorsqu'elles ont tenté d'obtenir des soutiens financiers de l'étranger. Bien que n'étant pas illégal, le soutien financier provenant de l'étranger est soumis, en vertu de la loi, à une série d'autorisations des ministères de l'Intérieur et de la Solidarité nationale. Ces autorisations

ont été difficiles à obtenir. Selon le ministère de l'Intérieur, il y avait 81.000 associations enregistrées, dont 5.000 étaient actives pendant l'année.

SOS Disparus n'était toujours pas reconnue et a continué d'opérer, malgré des interférences du gouvernement.

c. Liberté de religion

Pour une description complète de la liberté de religion, veuillez consulter le Rapport 2010 sur la liberté religieuse dans le monde à www.state.gov/g/drl/irf/rpt/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur du pays, protection des réfugiés et apatrides

La Constitution reconnaît la liberté de circulation, mais le gouvernement a restreint l'exercice de ce droit dans la pratique.

Le gouvernement a généralement coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter aide et protection aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes relevant de la compétence du HCR.

En vertu du décret de 1992 instaurant l'état d'urgence, le ministre de l'Intérieur et les gouverneurs des wilayas peuvent refuser le droit de résider dans certains districts à toute personne considérée comme une menace pour l'ordre public. Pour des raisons de sécurité, le gouvernement a également maintenu les restrictions aux déplacements dans les quatre wilayas d'Ouargla, d'El-Oued, de Laghouat et d'Aïn-Salah dans le sud du pays, où se trouvaient la plus grande partie de l'industrie des hydrocarbures et de nombreux travailleurs étrangers. En vertu du même décret, le ministre de l'Intérieur peut placer des individus en résidence surveillée. Amnesty international a signalé que cette mesure était utilisée pour assigner à résidence des personnes déjà détenues dans les casernes du DRS, ce qui revient à dissimuler une détention arbitraire prolongée. Citant la menace du terrorisme, le gouvernement a aussi empêché les voyages touristiques par la route entre les wilayas de Djanet et de Tamanrasset, dans le sud du pays.

Le gouvernement n'a pas autorisé les jeunes hommes soumis à la conscription et qui n'avaient pas encore terminé leur service militaire à quitter le pays sans autorisation spéciale ; toutefois, cette autorisation a été accordée aux étudiants et aux personnes qui se trouvaient dans des situations familiales spéciales.

Le Code de la famille n'autorise pas les personnes de moins de 18 ans à voyager sans l'autorisation d'un tuteur. Les femmes mariées de moins de 18 ans ne sont pas autorisées à se rendre à l'étranger sans l'autorisation de leur mari.

La loi ne reconnaît pas l'exil forcé et aucun cas n'a été signalé.

Protection des réfugiés

Les lois du pays prévoient l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, et le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés. Toutefois, il n'y a pas eu de rapport indiquant que le gouvernement avait accordé l'asile ou le statut de réfugié à de nouveaux réfugiés en ayant fait la demande au cours de l'année. Selon le HCR, le gouvernement n'a pas accordé le statut de réfugié établi par le HCR à des ressortissants d'Afrique subsaharienne qui fuyaient un conflit. Au mois de janvier 192 demandeurs d'asile, d'Afrique subsaharienne pour la plupart, se sont inscrits auprès du HCR. Selon certains rapports, le gouvernement aurait déporté certains demandeurs d'asile après des procès où ils n'avaient pas été représentés par des avocats. Les réfugiés détenteurs de documents du HCR valides risquaient moins d'être déportés. Le gouvernement a offert une assistance informelle à environ 1.000 Touareg dans le sud fuyant le conflit au Mali et au Niger. Toutefois, les autorités n'ont pas accordé de protection juridique à quelque 1.400 demandeurs d'asile originaires d'Afrique subsaharienne résidant à Alger. Les autorités algériennes ont néanmoins toléré la présence de ces demandeurs d'asile dans le pays.

Le gouvernement a offert une protection à environ 90.000 réfugiés sahraouis ayant quitté le Sahara occidental après la prise de contrôle de ce territoire par le Maroc dans les années 1970. Le HCR, le Programme alimentaire mondial, le Croissant-Rouge algérien et d'autres organisations sont également venus en aide aux réfugiés sahraouis. Ni le gouvernement ni les chefs des réfugiés n'ont autorisé le HCR à enregistrer les réfugiés sahraouis ou à en faire un recensement complet.

En pratique, le gouvernement a offert aux réfugiés une certaine protection contre l'expulsion ou le retour dans des pays où leur liberté serait menacée pour des raisons liées à leur race, leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un groupe social particulier ou leur opinion politique, ce qui est notamment le cas des réfugiés sahraouis.

Les réfugiés sahraouis vivaient principalement dans des camps à proximité de la ville de Tindouf, administrés par le Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front Polisario). L'éloignement des camps et le manque de présence gouvernementale se sont traduits par un manque d'accès à l'emploi, aux services fondamentaux, à l'éducation, aux services de police et aux tribunaux pour les sahraouis.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens à changer de gouvernement

La Constitution prévoit que les citoyens ont le droit de changer leur gouvernement par des moyens pacifiques dans le cadre d'élections au suffrage universel tenues périodiquement. Toutefois, les limites imposées à la liberté de réunion et d'association ainsi que les restrictions frappant les activités des partis politiques ont de fait limité l'exercice de ce droit.

Élections et participation politique

La Constitution exige la tenue d'élections présidentielles tous les cinq ans. En 2008, le président Abdelaziz Bouteflika avait annoncé son intention de demander l'approbation par le Parlement d'une série d'amendements à la Constitution comprenant la suppression de la limite au nombre de mandats présidentiels. Un mois plus tard, le Parlement avait approuvé les amendements proposés après des débats minimes et avec une large marge.

Une élection présidentielle multipartite contestée a eu lieu en avril 2009 et le président sortant a été réélu pour un troisième mandat. Selon les statistiques officielles, le président Bouteflika a remporté l'élection avec 90,2 % des suffrages, le taux de participation ayant été de 74,6 %. Les partis d'opposition et les candidats vaincus ont estimé que le taux de participation se situait entre 18 et 55 %.

Des observateurs électoraux de la Ligue arabe, de l'Union africaine et de l'Organisation de la Conférence islamique ont déclaré dans une conférence de presse que l'élection de 2009 avait été régulière et transparente. Certains spécialistes internationaux ont fait remarquer, cependant, que les observateurs n'avaient suivi que les procédures de la journée du scrutin et qu'ils n'étaient pas présents sur le terrain pour évaluer les activités pré-électorales. D'autres ont noté que la complexité de certaines procédures électorales ouvrait la porte à la fraude et à une influence du gouvernement. Deux partis d'opposition, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) et le Front des Forces socialistes (FFS), ont boycotté l'élection, arguant que les restrictions à la liberté d'association désavantageaient les challengers potentiels et ne laissaient pas de doute quant à l'issue de l'élection. La LADDH a signalé le manque de débat critique dans les médias et le traitement favorable accordé au président sortant dans les médias appartenant à l'État.

Des plaintes ont été émises au cours des trois semaines de la période de campagne électorale, selon lesquelles les espaces publics réservés à l'affichage électoral n'avaient pas présenté de manière égale les matériels des divers candidats. Certains candidats ont signalé des interférences des comités électoraux locaux lorsqu'ils organisaient des réunions avec les électeurs et ils ont porté plainte auprès de la Commission nationale électorale. Au mois de mars 2009, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) a fait savoir que l'un de ses autocars de campagne avait été saccagé par un groupe de jeunes lors du départ de candidat du PLJ pour une réunion avec des partisans à Bab El Oued, faubourg d'Alger. Le même mois, les autorités ont arrêté à Tizi Ouzou un responsable du FFS parce qu'il distribuait des prospectus appelant à un boycottage de l'élection. En avril 2009, la police a bloqué un groupe de membres du RCD qui essayaient d'organiser un défilé dans un faubourg d'Alger

pour encourager les électeurs à boycotter l'élection. En général, tous les candidats ont bénéficié d'un accès égal aux médias électroniques (radio et télévision) ainsi que le prévoit le code électoral.

Des cas de restrictions imposées aux partis politiques de l'opposition ont été signalés. Des candidats de l'opposition se sont plaints de ce que le ministère de l'Intérieur avait régulièrement empêché les partis enregistrés de tenir des meetings et leur avait refusé l'accès aux salles de conférence du gouvernement, plus grandes et mieux équipées tout en favorisant en même temps les activités du Front de Libération Nationale (FLN) pro-Bouteflika. La loi requiert que tout parti politique potentiel obtienne l'autorisation officielle du ministère de l'Intérieur pour s'établir. Pour être officiellement approuvé, un parti doit avoir 25 membres fondateurs répartis dans le pays dont les noms doivent être déposés auprès du ministère de l'Intérieur. Un parti doit avoir obtenu 4 % des suffrages ou au moins 2.000 votes dans 25 wilayas à l'une des trois dernières élections législatives pour participer aux élections nationales, ce qui rend, dans la pratique, très difficile la création de nouveaux partis politiques.

En 2009, Mohamed Saïd a été candidat aux élections présidentielles d'avril. La demande d'enregistrement de son parti auprès du ministère de l'Intérieur était toujours en attente à la fin de l'année. Le ministère de l'Intérieur n'a approuvé aucun parti politique pendant l'année.

L'appartenance au Front islamique du salut (FIS), parti politique interdit en 1992, est demeurée illégale. En 2008, le dirigeant du Wafa Ahmed Taleb Ibrahim a annoncé qu'il se retirait de la vie politique après que le gouvernement eut continué de refuser d'enregistrer son parti en raison des liens perçus entre celui-ci et le FIS interdit. Aucun parti n'est autorisé à utiliser la religion ou l'héritage ethnique à des fins politiques. La loi interdit également les liens entre les partis politiques et les associations apolitiques et régit le financement des partis et les exigences en matière de déclaration. En vertu de la loi, les partis politiques ne peuvent pas recevoir de soutien financier ou matériel, direct ou indirect, de tout parti étranger. La loi stipule en outre que les ressources proviennent des contributions des membres du parti, de donations et des recettes de ses activités, en plus d'un financement possible de l'État.

Il y avait trois femmes ministres au gouvernement. Les femmes détenaient aussi trente des 389 sièges à l'Assemblée populaire nationale, chambre basse, et quatre des 144 sièges au Conseil de la nation, chambre haute. Une femme était à la tête du Parti des travailleurs, et trois grands partis politiques – le FLN, le Rassemblement National Démocratique et le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie – comprenaient des divisions féminines dirigées par des femmes. Le pays ne possédait pas de système de quotas visant à rendre obligatoire l'élection de femmes à un certain pourcentage de sièges au Parlement

Conformément à la loi, le gouvernement a fait la promotion des droits politiques des femmes en encourageant une représentation accrue des femmes dans les assemblées élues.

La minorité ethnique amazighe (berbère) de près de dix millions de personnes a participé librement et activement au processus politique et représentait un tiers du gouvernement.

Section 4 Corruption et transparence dans la fonction publique

La loi prévoit des sanctions pénales de deux à 10 ans de prison pour cause de corruption officielle et le gouvernement l'a appliquée de façon plus efficace que lors des années précédentes. Les données de la Banque mondiale relatives à la gouvernance dans le monde ont reflété l'existence d'un problème de corruption.

Une loi de 2006 a établi un programme national contre la corruption, mais elle n'exige pas que les élus et les hauts responsables déclarent leurs avoirs. Elle n'assure pas une immunité parlementaire dans certains cas. Deux décrets présidentiels publiés en 2006 font que les officiels de haut rang du gouvernement sont assujettis aux lois relatives à la divulgation financière. Les décrets stipulaient en outre la formation d'un organisme de lutte contre la corruption, dont le gouvernement a annoncé la création au mois d'août, ainsi que de nouvelles politiques visant à renforcer le rôle de la juridiction comptable.

Les achats publics ont souvent été entachés d'irrégularités, notamment par un recours excessif à des contrats privés. Selon le ministère des Travaux publics, lorsque le président a annoncé en 2005 que le recours aux contrats privés, y compris les contrats de source unique, serait interdit, les organismes gouvernementaux ont commencé à lancer des appels d'offres publics pour tous les projets d'infrastructure et les grands projets gouvernementaux. Dans ces appels d'offres, les évaluations n'ont pas été divulguées aux sociétés participantes et les méthodes et techniques d'évaluation n'étaient pas clairement définies. Certaines agences ont toutefois continué à passer des contrats directs pour des projets de travaux publics. Afin d'accroître la transparence financière, d'assurer le dépistage du financement illégal du terrorisme et de réduire les possibilités de corruption, au mois de juillet, un décret présidentiel a rendu obligatoire le règlement de toutes les transactions financières portant sur plus de 500.000 dinars (6.770 dollars des États-Unis) par carte de crédit, par chèque ou par tout moyen autre qu'en espèces.

Des enquêtes majeures sur la corruption ciblant quatre ministères de l'exécutif, Énergie, Travaux publics, Pêche et Transports, ont eu lieu pendant l'année. C'est le DRS qui s'est occupé des grandes affaires de corruption, et non pas de ministère de la Justice ou une autre entité spécialisée.

Une affaire notable de corruption a impliqué plusieurs hommes d'affaires privés et des hauts cadres de la compagnie pétrolière nationale, la Sonatrach pendant l'année. Ces hommes

avaient apparemment attribué des contrats en violation du code relatif aux achats publics. A la fin du mois de janvier, la police a arrêté plusieurs hauts responsables de la compagnie. À la fin de l'année, tous les accusés dans cette affaire étaient en instance de procès. A la suite de cet incident, le ministre de l'Énergie et des mines, Chakib Khelil, a été relevé de ses fonctions au mois de mai dans le cadre d'un important remaniement ministériel.

Au mois d'avril, un tribunal d'Alger a ordonné l'arrestation du PDG et de l'ancien PDG ainsi que d'autres cadres du port d'Alger pour détournement de fonds publics. Les accusés étaient en attente de procès à la fin de l'année.

Au mois d'avril également, la police a arrêté 17 officiels des douanes de l'aéroport d'Alger pour avoir accepté des pots-de-vin pour ne pas inspecter des bagages. À la fin de l'année, ils étaient sous contrôle judiciaire en attendant leur procès.

Au mois de juillet, deux officiels du ministère de la Pêche et des ressources halieutiques ont été condamnés à deux ans de prison pour avoir accepté des pots-de-vin pour permettre à des propriétaires de bateaux turcs et algériens d'excéder la limite des prises de thons rouges, une espèce classée par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources comme étant en voie de disparition.

Selon un compte rendu de presse paru en août 2009, le tribunal de Cheraga a inculpé quatre agents de police d'Alger de trafic de voitures volées. Les autorités en ont placé un en détention préventive dans la prison d'El-Harrach. Le tribunal a placé les trois autres sous contrôle judiciaire en attendant l'issue de leur procès.

En octobre 2009, un tribunal d'Alger a commencé à interroger des fonctionnaires de haut niveau soupçonnés d'extorsion et de trafic d'influence dans l'octroi de contrats à des entreprises étrangères participant à la construction de l'autoroute est-ouest, l'un des plus grands projets d'infrastructure du pays. Les autorités ont arrêté et inculpé de corruption le Secrétaire général des travaux publics Mohamed Bouchama et un colonel du DRS qui était un conseiller du ministère de la Justice. En décembre 2009, les autorités ont inculpé le chef de cabinet du ministre des Travaux publics, Ferachi Belkacem, en rapport avec la même affaire. M. Belkacem a été placé sous contrôle judiciaire. À la fin de l'année, l'affaire était encore en cours

Au mois de décembre, la presse a révélé un scandale de corruption dans le service des douanes remontant à une dizaine d'années. Les autorités ont inculpé cinq cadres du service des douanes, six douaniers et cinq exportateurs de déchets de faux, présentation de fausses déclarations, sous-facturation et détournement de fonds publics. Selon le rapport, il est estimé que les pertes subies de 1998 à 2001 se chiffrent à 100 milliards de dinars (1,35 milliard de dollars des États-Unis). Les autorités ont arrêté les cinq cadres des douanes et placé les autres suspects sous contrôle judiciaire dans l'attente de leur procès

Selon un rapport paru dans la presse au mois de décembre 2009, l'inspecteur général des finances a effectué 128 audits et émis 160 rapports d'enquête sur la corruption au cours de l'année. En 2008, des comptes rendus de presse ont cité des responsables du ministère de l'Intérieur qui ont déclaré que depuis 2007, 1.325 fonctionnaires municipaux et provinciaux avaient été poursuivis en justice pour cause de gaspillage de fonds publics, falsification de documents et corruption. Selon cette information, les autorités ont condamné 324 fonctionnaires. Les autres faisaient l'objet d'une enquête ou étaient en attente de leur procès.

Les médias se sont concentrés sur la corruption parmi les membres de la police douanière. Selon des comptes rendus de presse, entre 2005 et 2008, 960 officiels de la douane ont comparu devant des conseils de discipline pour négligence officielle ou corruption. Les responsables de la douane ont fait état de 215 affaires de discipline lors du premier trimestre de 2008, dont 118 se sont soldées par des réprimandes officielles et 9 par des suspensions.

Bien qu'il soit autorisé par la Constitution, l'accès aux informations gouvernementales était limité par les autorités. Il n'existe pas de loi facilitant l'accès à l'information. Tout au long de l'année, le ministère de la Justice, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, a amélioré l'accès aux informations relatives au système judiciaire du pays et a mis sur pied un système moderne de gestion de l'information pour les établissements carcéraux. Les citoyens peuvent maintenant demander leur dossier judiciaire personnel aux tribunaux et recevoir ces documents le jour même

Au mois de mai, le gouvernement a établi le ministère de la Prospective et des statistiques. Le manque de transparence du gouvernement demeure cependant un problème grave. Le gouvernement n'a pas publié un grand nombre de statistiques économiques, mais le nouveau ministère a publié ces chiffres. La plupart des ministères ont des sites Web, mais ils n'étaient pas tous mis à jour régulièrement. Le ministère de la Justice a fourni des informations sur les droits des citoyens et sur la législation.

Section 5 Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Le gouvernement a continué d'imposer des restrictions aux activités de certaines ONG locales et de les harceler et d'entraver le travail d'ONG internationales. Si les membres de certains groupes de défense des droits de l'homme, dont la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et la LADDH, ont été autorisés à se déplacer librement, les groupes les plus actifs et les plus visibles ont fait état d'ingérences de la part des autorités gouvernementales, y compris la surveillance et l'écoute de leurs appels téléphoniques, ainsi que des difficultés à trouver des salles de réunion et à obtenir que des conférenciers internationaux soient autorisés à parler de sujets sensibles.

Le gouvernement n'a pas réagi publiquement aux rapports et recommandations émanant d'ONG locales de défense des droits de l'homme et est intervenu quand certains groupes des droits de l'homme locaux et internationaux ont tenté d'enquêter et de publier leurs résultats. Les ONG nationales doivent être agréées par le gouvernement et il leur est interdit de recevoir un financement de l'étranger sans l'approbation préalable du ministère de la Solidarité nationale et du ministère de l'Intérieur. Toutefois, une centaine d'ONG non agréées, notamment des groupes de défense de la femme et des organisations caritatives, mènent ouvertement des activités. Les ONG non agréées n'ont reçu aucune aide du gouvernement et les citoyens hésitaient parfois à s'associer à leurs activités.

Le groupe indépendant le plus actif dans la défense des droits de l'homme était la LADHD, une ONG juridiquement reconnue qui compte des membres à travers tout le pays. La LADHD n'a pas été autorisée à s'entretenir avec des responsables gouvernementaux sur des questions relatives aux droits de l'homme ou à des fins de recherche, ou avec des prisonniers en dehors des consultations d'usage entre un avocat et son client. La LADHD, de taille plus modeste, est une organisation indépendante dont le siège est à Constantine. Elle était agréée et ses membres ont assuré la surveillance de cas individuels dans tout le pays

Si une ONG n'est pas officiellement reconnue par le ministère de l'Intérieur, elle n'est pas autorisée légalement à procéder des enquêtes. Mais il est aussi arrivé que des ONG légalement reconnues aient été empêchées de mener des enquêtes. Par exemple, la LADHD n'a pas eu accès aux camps de prisonniers ou aux centres de détention

Les ONG internationales ont continué de subir des retards dans l'attribution de leurs visas et se sont parfois vues opposer un refus pur et simple. Au cours de l'année, ces retards ont empêché certaines ONG de mettre en œuvre leur programme de travail. Durant l'année, toutefois, le gouvernement a accordé des visas au personnel de plusieurs organisations qui n'avaient précédemment pas pu en obtenir. Le gouvernement a maintenu que la législation en vigueur ne permettait pas aux agences d'ONG étrangères de mener légalement des activités dans le pays.

Le 5 septembre, les autorités ont détenu Djillali Hadjadj, le représentant en Algérie de Transparency International. Il avait été condamné, sans en avoir été notifié, à trois ans de prison pour fausses ordonnances médicales. Plusieurs ONG internationales et locales ont demandé sa libération immédiate. Un tribunal lui a imposé une peine de six mois de prison avec sursis et une amende de 100.000 dinars (environ 1.350 dollars des États-Unis).

Le gouvernement continue de refuser les visites du Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires (en attente depuis 1997), du rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture (en attente depuis 1998) et du rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires (en attente depuis 1998), du rapporteur spéciale des Nations Unies sur les droits de l'homme et le contre-terrorisme (en attente depuis 2006) et du rapporteur spécial de l'ONU sur les détentions arbitraires (en attente depuis 2009). Le

gouvernement a accepté les visites du rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'encontre des femmes en 2007 et sur la liberté religieuse ou de croyance en 2002.

Lors d'une interview radiodiffusée au mois d'août, le président de la CNCPPDH, Farouk Ksentini, citant le Premier ministre Ahmed Ouyahia, a déclaré que les rapporteurs spéciaux des Nations Unies auraient accès au pays, mais pas les ONG internationales parce qu'elles auraient soutenu les terroristes dans les années 1990.

Selon des représentants locaux d'Amnesty International, cet organisme aurait exploré en novembre 2009 la possibilité d'effectuer une visite dans le pays, mais n'avait toujours obtenu de réponse à sa demande à la fin de l'année. Les officiels d'AI ne se sont pas rendus dans le pays depuis 2005 et leurs demandes de visas ont été rejetées en 2006.

Section 6 Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la naissance, la race, le sexe, la langue et le statut social. En général, le gouvernement a fait respecter les Codes de la nationalité et de la famille, bien que les femmes se heurtent toujours à certaines formes de discrimination sociale et juridique.

Femmes

Des viols, conjugaux et autres, se sont produits. La loi précise que le viol non conjugal est illégal, mais ne mentionne pas le viol conjugal. Les peines de prison pour viol non conjugal vont de un à cinq ans. Les plaintes déposées par des femmes pour viol et violence sexuelle ont continué d'être entravées par des obstacles judiciaires et de nombreuses femmes n'ont pas déclaré avoir été violées en raison de pressions exercées par la société et de problèmes bureaucratiques pour l'obtention d'une condamnation. Des militants pour les droits de la femme ont signalé que les autorités chargées de l'application des lois étaient devenues plus sensibles à ce problème que lors des années précédentes, ce qui a été démontré par la mise en œuvre de la stratégie 2007-2011 de lutte contre les violences faites aux femmes. Pendant l'année, les militants pour les droits de la femme ont fait état d'une augmentation importante des dénonciations de violence à l'égard des femmes.

Des violences conjugales se sont produites. La loi stipule qu'une personne doit être frappée d'invalidité pendant 15 jours ou plus et présenter un certificat médical attestant de ses blessures avant de porter plainte pour coups et blessures.

Les ONG nationales ont fait état d'un accroissement de la violence physique contre les femmes. Selon le Centre d'information et de documentation sur les droits des femmes et des enfants, dont le siège est à Alger, environ 8.500 femmes ont été officiellement classées comme victimes de violence familiale, 3.500 comme ayant subi des violences physiques,

2.500 de voies de fait, 1.000 d'agression sexuelle, 600 victimes de harcèlement sexuel et 100 ont été tuées depuis novembre 2009.

Dans un rapport publié en 2009, la police indique avoir enregistré 9.517 plaintes pour violence commise à l'encontre de femmes en 2008. Selon la CNCPPDH, environ 4.500 femmes ont été victime de voies de fait lors de la première moitié de 2008. Les statistiques de la police pour 2009 ont fait état de 2.675 cas de voies de fait physiques, 1.359 cas d'abus, 144 cas d'agression sexuelle et quatre décès. Environ 20 % des agresseurs ont été identifiés comme étant des membres de la famille de sexe masculin. Une étude nationale de 2009 a indiqué de 67,9 % des femmes ont admis qu'il y avait des violences conjugales dans le pays.

Pendant l'année, des ONG locales de promotion de la femme, notamment SOS Femmes en détresse, le réseau Wassila et Bent Fatma N'Soumer, ont dénoncé la violence au foyer. SOS Femmes en détresse et le réseau Wassila ont fourni des conseils juridiques et un soutien psychologique aux femmes maltraitées. Les associations de défense des droits de la femme ont eu des difficultés à présenter la violence conjugale comme un problème social important, et ce, en grande partie, à cause d'attitudes sociétales traditionnelles. Il existe plusieurs centres d'assistance aux victimes de viol gérés par des associations féminines, mais ils manquent de ressources. La section des travailleuses de l'Union générale des travailleurs algériens a ouvert un centre de consultation doté d'un numéro de téléphone gratuit pour les femmes en butte au harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. SOS Femmes en détresse gérait un centre d'appels à Alger, mais un autre, à Batna, a été fermé. Pendant les huit premiers mois l'année, le centre d'Alger a reçu plus de 2.500 appels.

Le harcèlement sexuel est passible d'une peine d'un à deux ans de prison et d'une amende de 50.000 à 100.000 dinars (677 à 1.350 dollars des États-Unis). La peine est doublée en cas de récidive. La police a déclaré que 107 cas de harcèlement sexuel lui avaient été signalés en 2008, l'année la plus récente pour laquelle on dispose de chiffres. La majorité des cas signalés se sont produits sur les lieux de travail. SOS Femmes en détresse a fourni des conseils juridiques et de soutien psychologique à 800 femmes, mais 50 seulement de celles qui demandaient une assistance ont déposé une plainte officielle.

Le gouvernement n'a pas imposé de restrictions au droit des couples et des personnes à décider du nombre de leurs enfants et du moment et de l'espacement de leurs naissances. Il n'y avait pas de restrictions à l'accès aux contraceptifs, mais les femmes célibataires avaient davantage de mal à en obtenir. En 2009, le service de la planification familiale du ministère de la Santé a mené une campagne de sensibilisation du public à la santé. Selon ce service, 62 % des femmes, surtout mariées, ont régulièrement recours à la contraception. Selon les estimations de l'ONU, le taux de mortalité maternelle dans le pays était de 120 décès par 100.000 naissances vivantes en 2008. Les établissements hospitaliers de l'État ont assuré la présence d'accoucheurs qualifiés lors des accouchements et dispensé des soins

d'obstétrique et des soins post-natals, et ont diagnostiqué et traité les femmes atteintes d'infections sexuellement transmises, y inclus le VIH, sur un pied d'égalité.

La Constitution reconnaît l'égalité des sexes ; toutefois, certains aspects du droit et de nombreuses pratiques sociales traditionnelles sont encore discriminatoires à l'égard des femmes. Le Code de la famille contient des éléments de la charia. Il interdit aux musulmanes d'épouser des non musulmans, bien que cette règle n'ait pas toujours été appliquée. Une femme peut épouser un étranger et transmettre de droit la citoyenneté et la nationalité à ses enfants et à son conjoint. Les hommes musulmans peuvent épouser des non musulmanes.

Les femmes peuvent demander le divorce pour cause de différences inconciliables et de violation d'un accord pré-nuptial. En cas de divorce, la femme peut conserver le domicile familial jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de 18 ans. La garde des enfants est normalement attribuée à la mère, mais celle-ci ne peut pas prendre de décisions relatives à leur éducation ou emmener ses enfants à l'étranger sans l'autorisation du père. Dans la pratique, un nombre croissant de femmes conservent le domicile familial quand elles ont la garde des enfants

Le Code de la famille reconnaît la pratique islamique qui permet à un homme d'épouser jusqu'à quatre femmes. Selon ce code, la polygamie n'est autorisée que sur accord de la première épouse et si un juge détermine que le mari peut prendre financièrement à charge une épouse supplémentaire. Concrètement, toutefois, seulement 1 à 2 % des mariages étaient concernés

Les amendements apportés au Code de la famille l'emportent sur les prescriptions de la charia relatives au consentement d'un tuteur mâle au mariage d'une femme, bien que ces conditions aient été officiellement retenues. Le tuteur continue de contracter le mariage, mais la femme peut choisir l'homme qu'elle souhaite pour jouer ce rôle. Le tuteur représente la femme lors de la cérémonie religieuse ou civile.

Les femmes souffrent de discrimination en matière d'héritage. Elles ont droit à une part des biens inférieure à celle des enfants de sexe masculin ou des frères de leur mari défunt. Selon la loi, cette différence est justifiée car d'autres dispositions prescrivent que le revenu et les biens de l'époux servent à subvenir aux besoins de la famille, tandis que l'épouse garde, en principe, les biens qui lui appartiennent en propre. Toutefois, dans la pratique, les femmes n'ont pas toujours le contrôle exclusif des biens qu'elles ont apportés en se mariant ou qu'elles ont acquis par elles-mêmes.

Les femmes mariées peuvent contracter des emprunts commerciaux et utiliser leurs propres ressources financières.

Malgré les dispositions de la Constitution et de la loi qui reconnaissent l'égalité des sexes, en réalité, les femmes ont fait l'objet d'une discrimination en matière d'emploi. Les responsables d'associations féminines ont signalé que les violations fondées sur la discrimination étaient fréquentes et que les femmes avaient moins de chance d'être payées à salaire égal ou d'être promues.

Dans les zones urbaines, les femmes étaient socialement encouragées à poursuivre des études supérieures ou à avoir une carrière. Les filles avaient un taux de réussite au baccalauréat plus élevé que les garçons. Selon des statistiques de 2009, les femmes étaient représentées à hauteur de 55 % dans les professions médicales, 60 % dans les professions médiatiques, 30 % dans les professions judiciaires de haut niveau et plus de 60 % dans le secteur de l'enseignement. En outre, 36 % des juges étaient des femmes et des femmes travaillaient à tous les échelons du système judiciaire. Des agents de police féminins ont aussi été assignés dans certains commissariats pour aider les femmes qui se plaignent de maltraitance. Sur neuf millions de travailleurs que compte le pays, deux millions étaient des femmes. Les femmes peuvent avoir leur propre entreprise, passer des contrats et poursuivre des carrières semblables à celles des hommes.

Enfants

La citoyenneté et la nationalité peuvent être transmises aux enfants par la mère ou par le père. En vertu de la loi, les enfants nés d'un père musulman sont musulmans, quelle que soit la religion de la mère.

Le gouvernement assure la gratuité de l'enseignement aux enfants jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire et la scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans. Le gouvernement offre des soins médicaux gratuits à tous les citoyens, y compris aux enfants handicapés, bien qu'en général les infrastructures soient rudimentaires, et sur un pied d'égalité aux deux sexes.

La maltraitance des enfants est illégale, mais elle a continué de poser problème. Les ONG spécialisées dans la protection de l'enfant ont cité des cas de violence familiale à l'encontre d'enfants, qu'elles attribuent à la « culture de violence » qui s'est instaurée depuis le conflit civil des années 1990. Ces comportements sont aussi attribués à la dislocation sociale causée par l'exode rural des familles qui tentaient d'échapper à la violence terroriste. Les experts estiment que beaucoup de cas n'ont pas été déclarés en raison de la réticence des familles. Selon la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (FOREM), une ONG se chargeant de la défense des droits des enfants et financée par l'UE, environ 10.000 enfants ont été victimes de mauvais traitements d'une forme ou d'une autre.

Le code pénal interdit le racolage en vue de la prostitution et prévoit des peines de 10 à 20 ans de prison lorsque le délit est commis à l'encontre d'un enfant mineur de moins de 18

ans. La loi fixe l'âge du consentement sexuel à 16 ans. Le viol de mineur est passible de 10 à 20 ans de prison mais cette sentence a été rarement appliquée. La loi interdit la pornographie et prévoit des peines de deux mois à deux ans de prison ainsi que des amendes pouvant atteindre 2.000 dinars (environ 27 dollars des États-Unis) pour les contrevenants.

Le pays n'est pas partie à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants de 1980. Pour ce qui concerne l'enlèvement international d'enfants par un parent, veuillez consulter le rapport annuel du Département d'État sur le respect de la convention à http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html.

Antisémitisme

La population juive du pays compte moins de 2.000 personnes et il n'y avait pas de synagogue active. Le gouvernement n'a pas fait la promotion d'une éducation contre les préjugés et il n'y a pas de loi relative aux crimes motivés par la haine.

Traite des personnes

Pour toute information sur la traite des personnes, veuillez consulter le rapport annuel du Département d'Etat sur la traite des personnes à www.state.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou de prestation d'autres services publics, bien que le gouvernement n'ait pas fait appliquer efficacement ces dispositions dans la pratique. La loi offre une protection, y compris la gratuité des soins médicaux, aux personnes handicapées ; toutefois, la discrimination contre ces personnes était omniprésente. Peu de bâtiments du gouvernement étaient accessibles aux personnes handicapées. Les entreprises publiques, en réduisant leurs effectifs, n'ont généralement pas tenu compte de la loi qui exige que 1 % des emplois soient réservés à des personnes handicapées. La sécurité sociale rembourse le prix des appareils orthopédiques. Le ministère de la Solidarité nationale a fourni des aides financières aux ONG de la santé ; toutefois, pour bon nombre d'organisations, ce soutien financier ne représentait qu'environ 2 % de leur budget.

Le ministère de la Solidarité nationale a soutenu qu'il y avait deux millions de personnes handicapées dans le pays, dont le plus grand pourcentage était classé dans la catégorie « malades chroniques » ou « autre » (38 et 30 %, respectivement). Selon la Fédération algérienne des associations des handicapés moteurs, ce chiffre était cependant de trois millions dans le pays. Le gouvernement estimait qu'environ 44 % des personnes handicapées présentaient une forme quelconque de handicap moteur, 32 % des difficultés

de communication et 24 % un handicap visuel. Le gouvernement a classé, pendant l'année, environ 193.000 personnes dans la catégorie « totalement handicapées » et déclaré avoir consacré 9,54 milliards de dinars (environ 129 millions de dollars des États-Unis) pour leur bien-être.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle

Le Code pénal criminalise tout comportement homosexuel en public pour les hommes comme pour les femmes et il n'y a pas de protection juridique particulière pour les lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT). La loi impose des sanctions comprenant des peines de deux mois à deux ans de prison et des amendes de 500 à 2.000 dinars (7 à 28 dollars des États-Unis). Si un mineur est impliqué, le contrevenant adulte est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 10.000 dinars (environ 135 dollars des États-Unis).

Il a eu une discrimination sociétale envers les comportements homosexuels. Alors que certains LGBT vivaient ouvertement en tant que tels, ce n'était pas le cas de la vaste majorité, par crainte de représailles de la part de leur famille ou de harcèlement par les autorités.

Autres formes de violences ou de discrimination sociétales

Le VIH-sida est considéré comme une maladie honteuse dans le pays. Selon les statistiques publiées en 2007 par le ministère de la Santé, 2.100 citoyens étaient séropositifs et 736 personnes souffraient du VIH-sida. Des services gratuits de dépistage du VIH-sida étaient disponibles dans 54 centres. Seules 51 % de femmes, aussi bien célibataires que mariées, ont signalé faire usage de préservatifs pour prévenir l'infection. En réaction à la discrimination sociétale, au cours de l'année, le ministère de la Santé et l'ONG AIDS Algérie ont lancé une campagne de prévention du VIH-sida qui soulignait la nécessité d'éviter la discrimination, en particulier sur les lieux de travail, envers les personnes vivant avec le VIH-sida.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La Constitution permet aux travailleurs qui sont citoyens du pays d'adhérer au syndicat de leur choix, mais exige d'eux qu'ils obtiennent l'approbation du gouvernement pour former un syndicat. En vertu de la loi sur les syndicats professionnels, le ministère du Travail approuve ou rejette la demande de création d'un syndicat dans un délai de 30 jours et autorise la création de syndicats autonomes. Toutefois, le gouvernement peut invalider le statut officiel d'un syndicat si ses objectifs sont jugés par les autorités comme étant

incompatibles avec le système institutionnel établi, l'ordre public, les bonnes mœurs, les lois ou la réglementation en vigueur. Environ les deux tiers de la population active étaient syndiqués. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) était la seule confédération syndicale légalement reconnue. Elle réunit des syndicats nationaux spécialisés mais la plus forte densité est dans le secteur public. Il n'y a pas de restrictions juridiques limitant le droit des travailleurs à former des syndicats indépendants. Aucun nouveau syndicat n'a été constitué pendant la période de référence, mais ceux qui étaient en place se sont concentrés sur l'accroissement de leur visibilité.

Les syndicats ont le droit de former et rejoindre des fédérations ou des confédérations. Ils peuvent aussi recruter leurs membres sur leurs lieux de travail. Mais dans la pratique, les tentatives de la part de nouveaux syndicats de former des fédérations ou des confédérations ont été entravées par des manœuvres administratives dilatoires, notamment des retards dans le traitement des demandes d'inscription. Depuis 1996, la Confédération des syndicats autonomes, qui n'a toujours pas de statut officiel, tente sans succès d'organiser les syndicats autonomes. Le gouvernement n'a pas autorisé le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) à s'enregistrer en tant que confédération nationale. Le SNAPAP et d'autres syndicats autonomes se sont heurtés à des interférences du gouvernement tout au long de l'année, notamment sous forme d'obstacles opposés à la tenue des assemblées générales et de harcèlement par la police lors de sit-ins.

Par exemple, le 13 mai, les autorités d'Alger ont fermé la Maison des syndicats après que le SNAPAP ait prévu d'organiser une conférence sur les syndicats dans le Maghreb. Deux jours avant la conférence, la wilaya d'Alger a fermé les lieux. Selon certains rapports, des personnes se seraient plaintes du bruit provenant du bâtiment en question.

La loi autorise les syndicats à s'affilier à des organismes syndicaux internationaux et à entretenir des relations avec des groupes syndicaux étrangers. Par exemple, l'UGTA est membre de la Confédération internationale des syndicats libres. Toutefois, la loi interdit aux syndicats de s'associer à des partis politiques et de recevoir des fonds de sources étrangères. Les tribunaux ont le droit de dissoudre les syndicats qui mènent des activités illicites

La loi reconnaît le droit de grève et, dans la pratique, les travailleurs ont exercé ce droit, sous réserve de certaines conditions. En vertu du décret sur l'état d'urgence, toutes les manifestations publiques, y compris les protestations et les grèves, doivent obtenir une approbation préalable. Plusieurs douzaines de grèves ont eu lieu dans le pays. En vertu du décret sur l'état d'urgence, le gouvernement peut exiger des personnels du secteur public et privé qu'ils restent à leur poste dans le cas d'une grève non autorisée ou illicite. Les autorités accordent rarement des autorisations pour des réunions publiques. Selon la loi sur les relations industrielles, les travailleurs ne peuvent faire grève qu'après 14 jours de conciliation ou de médiation obligatoire. Dans certaines circonstances, le gouvernement a offert de servir de médiateur pour régler un litige. La loi prévoit que les décisions issues des

médiations ont force obligatoire à l'égard des deux parties. Si la médiation n'aboutit pas à un accord, les travailleurs peuvent faire grève légalement après en avoir décidé par un vote au scrutin secret. Un niveau minimum de services publics doit être maintenu durant les grèves du secteur public

Les autorités ont toléré les grèves, mais ont maintenu l'interdiction de défilé et de manifester à Alger en vigueur depuis 2001. Durant l'année, les tribunaux ont contesté la légalité de grèves d'enseignants, de médecins et de professionnels de la santé.

b. Droit de s'organiser et de négocier collectivement

La loi stipule que tous les syndicats peuvent négocier des conventions collectives et, dans la pratique, le gouvernement a autorisé les syndicats agréés à exercer ce droit, mais l'UGTA est demeurée la seul syndicat autorisé à négocier des conventions collectives. Selon l'UGTA, 9 millions de travailleurs sont couverts par des accords de convention collective, sans compter les travailleurs migrants étrangers.

Le 7 octobre, les employés de l'aciérie ArcelorMittal d'Annaba ont mis fin à une grève sur demande de l'UGTA, qui a commencé à négocier leurs revendications. A la suite de ces négociations, les employés de l'usine ont obtenu une augmentation de salaire.

La loi interdit aux employeurs d'appliquer des mesures discriminatoires à l'encontre des membres et des organisateurs des syndicats et prévoit des mécanismes pour donner suite aux plaintes déposées par les syndicats pour dénoncer les pratiques antisyndicales d'un employeur

Il n'y a pas de zones franches industrielles.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes ; toutefois, selon des rapports provenant du ministère du Travail et d'ONG, ces pratiques avaient cours. Des travailleurs migrants ne bénéficiant pas de la protection totale des lois du travail ont été soumis à des conditions de travail forcé. Les employés du bâtiment et les domestiques de sexe féminin auraient été vulnérables.

Voir aussi le rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes à www.state.gov/g/tip.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

La loi interdit la participation de mineurs à des travaux dangereux, malsains ou nocifs, ou à des travaux jugés inadéquats en raison de considérations sociales et religieuses. L'âge

minimum d'admission à l'emploi est de 15 ans, sauf pour les apprentis. Pour entrer en apprentissage, les mineurs doivent avoir l'autorisation d'un tuteur légal. En dépit de l'interdiction de cette pratique par le Code du travail, le travail des enfants est demeuré un problème dans les secteurs agricole et informel.

Voir aussi le rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes à www.state.gov/g/tip.

Le ministère du Travail est l'entité chargée du suivi et de l'application de la législation relative au travail des enfants. Il dispose d'antennes dans tout le pays, qui sont responsables de la surveillance des infractions et du recensement des travailleurs dans les compagnies nationales et privées. Dans certains cas, il s'est livré à des enquêtes sur des sociétés soupçonnées d'avoir embauché des travailleurs qui n'étaient pas d'âge légal. Ces opérations de surveillance et d'application des lois portant sur le travail des enfants n'ont cependant pas été systématiques.

Lors d'une conférence organisée en novembre 2009 sur les droits des enfants, des représentants de la FOREM ont déclaré qu'environ 300.000 enfants de moins de 16 ans travaillaient dans les fermes et les ateliers du pays. Selon la FOREM, si l'on compte les enfants se livrant à des tâches domestiques et à la vente à la sauvette, environ 1,5 million d'enfants travaillaient dans le pays en 2010.

Le ministère du Travail est chargé de faire appliquer la législation relative au travail des enfants, mais le respect de ces lois a souffert d'un manque de ressources humaines. Durant l'année, la FOREM a lancé une campagne de sensibilisation du public pour encourager les enfants à rester scolarisés jusqu'à 16 ans au lieu de se livrer à un travail. Selon la FOREM, quelque 300.000 élèves abandonnent l'école chaque année pour entrer dans la population active.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national de 15.000 dinars (environ 203 dollars des États-Unis) par mois ne suffisait pas à assurer un niveau de vie convenable à un travailleur et à sa famille. Le salaire minimum a été porté à ce niveau en 2009 par un pacte social tripartite entre les entreprises, le gouvernement et les travailleurs. Les syndicats autonomes, qui ne participaient pas aux négociations triparties, ont fait savoir que l'augmentation était insuffisante et qu'elle n'aurait aucun effet pour la majorité des travailleurs qui gagnaient déjà davantage que le salaire minimum. Les négociations tripartites précédentes avaient eu lieu en 2006 et avaient fixé le salaire minimum à 12.000 dinars (environ 163 dollars des États-Unis). Les inspecteurs du ministère du Travail étaient chargés d'assurer le respect de la réglementation relative au salaire minimum ; toutefois, son application est restée inégale.

La durée de travail hebdomadaire standard était de 37,5 heures, avec une pause de dix minutes et une heure pour le déjeuner par jour. Les employés excédant la durée hebdomadaire normale ont été rémunérés par des primes pour heures supplémentaires sur une échelle mobile allant de l'heure et demie au double de l'heure, selon que le travail ait été effectué pendant un jour ouvrable, un week-end ou un jour férié. En général, le ministère du Travail a fait respecter efficacement les normes du travail, notamment dans la fonction publique et dans les entreprises du secteur public ; toutefois, ces normes ont été moins bien appliquées dans le secteur privé en raison de la faible densité des syndicats.

La loi contient des normes détaillées relatives à l'emploi, à la santé et à la sécurité, mais qui n'ont pas été appliquées de manière efficace par les inspecteurs du ministère du Travail. Aucun rapport n'a indiqué que des travailleurs aient été renvoyés pour avoir refusé des conditions de travail dangereuses. Si des travailleurs sont placés dans de telles conditions, ils peuvent essayer de renégocier leur contrat de travail ou, si cela s'avère impossible, intenter un recours en justice. Ce mécanisme existe, mais la forte demande d'emplois dans le pays donne l'avantage aux employeurs qui cherchent à exploiter leur personnel. Les migrants économiques originaires d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs, qui travaillaient dans le pays sans statut légal, n'étaient pas protégés par les normes du travail en vigueur dans le pays, ce qui les rendait vulnérables à l'exploitation. Les lois relatives au travail ne couvrent pas les travailleurs migrants de manière suffisante.